

2011
Mitec Telecom Inc.
Rapport du Premier Trimestre
Pour la période de trois mois terminée le 30 juillet 2010



Rapport de gestion

Mitec Telecom Inc. (« Mitec » ou la « Société ») est un chef de file dans la conception et la fourniture de produits de radiofréquences (« RF ») et de solutions destinées aux secteurs des télécommunications et des communications par satellite et à divers autres secteurs. La Société sert une clientèle internationale composée de fournisseurs de réseaux qui intègrent ses produits à des réseaux sans fil à haut rendement utilisés pour la transmission de la voix et des communications de données/Internet, permettant ainsi la communication vers les usagers finaux partout à travers le monde. Ayant établi son siège social à Montréal, au Canada, la Société exploite également des installations aux États-Unis et en Chine. Mitec Telecom Inc. est inscrite à la Bourse de Toronto sous le symbole MTM.

Le présent rapport de gestion décrit, du point de vue de la direction de Mitec, les résultats que la Société a obtenus au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2010 (premier trimestre de l'exercice 2011). Ce rapport de gestion comprend un examen de la situation financière de Mitec et une analyse des activités de chacun des secteurs d'exploitation de Mitec pour le premier trimestre de l'exercice 2011 en comparaison avec la période de trois mois terminée le 31 juillet 2009 (premier trimestre de l'exercice 2010).

Ce rapport de gestion complète les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 31 juillet 2010 sans en faire partie. Il vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances, les risques et les incertitudes revêtant une certaine importance, liés aux résultats d'exploitation de chaque secteur d'activité et il doit être lu avec les états financiers consolidés vérifiés en date du 30 avril 2010. Les états financiers de Mitec ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Tous les montants indiqués dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Ce rapport de gestion inclut l'information disponible jusqu'au 28 septembre 2010. Des informations supplémentaires sur la Société sont disponibles sur le site Internet de SEDAR : www.sedar.com.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes actuelles de la Société liées aux événements futurs. Dans la mesure où des déclarations contenues dans ce document contiennent de l'information qui n'est pas de nature historique, ces déclarations sont essentiellement prospectives et souvent identifiées par des mots comme «anticiper», «prévoir», « estimer », « évaluer », « projeter », « planifier » et « croire ». Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Mitec, notamment l'évaluation par la direction des plans et des activités d'exploitation futurs, certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs et sont assujettis à des risques, à des incertitudes et à d'autres facteurs importants qui peuvent amener les résultats d'exploitation réels de la Société à différer de manière importante des résultats exprimés ou envisagés selon ces énoncés. Ces facteurs englobent, sans toutefois s'y limiter, l'incertitude liée à la continuité de l'exploitation, l'incidence de la conjoncture économique générale, la situation dans le secteur, y compris les modifications apportées aux lois et aux règlements, l'intensification de la concurrence, la pénurie de personnel ou de gestionnaires compétents, les fluctuations du prix des marchandises, les taux de change ou les taux d'intérêt, la volatilité des marchés boursiers et les répercussions des conventions comptables promulguées par les autorités de normalisation canadiennes. Certains de ces facteurs sont analysés plus en détail sous la rubrique « Risques et incertitudes » de ce rapport et sous la rubrique « Facteurs de risques » de la notice annuelle datée du 23 juillet 2010.

Bien que la Société croit que les attentes exprimées dans les énoncés prospectifs sont fondées sur les renseignements disponibles à la date où ils ont été formulés, rien ne peut garantir que ces attentes se révéleront exactes. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. La Société n'est pas dans l'obligation de mettre à jour ces énoncés prospectifs à moins d'y être tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables. Tous les énoncés prospectifs ultérieurs, qu'ils soient exprimés verbalement ou par écrit par la Société ou quiconque agissant pour son compte, doivent être considérés expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées.

APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Avant leur publication, les états financiers consolidés intermédiaires de Mitec et ce rapport de gestion, selon la recommandation du comité de vérification, ont été approuvés par le conseil d'administration.

PROFIL

Mitec Telecom Inc. a été constituée en 1972. Ses activités, la conception et la fabrication de produits et solutions qui soutiennent des technologies dans l'industrie en perpétuel changement que sont les télécommunications, sont divisées en deux principaux secteurs d'activités : les télécommunications sans-fil (« Télécommunications ») et les communications par satellite et terrestres (« Communications par satellite »).

Le secteur Télécommunications comporte la conception, la fabrication et la vente de sous-systèmes de conditionnement et d'amplification de RF de pointe pour les stations de base sans-fil et cellulaires. Ces composantes sont distribuées partout dans le monde et sont intégrées à des infrastructures de communication sans fil à haut débit qui permettent la transmission de la voix, des communications Internet/données ainsi que certaines composantes-clés des communications multimédias qui connaissent présentement une croissance importante. Mitec travaille de très près avec ses clients, incluant certains des plus grands fournisseurs d'équipements de télécommunications qui connaissent une rapide croissance ainsi que les opérateurs de télécommunications spécialisés, afin de concevoir et fabriquer des solutions qui leur permettront d'accomplir leurs objectifs d'affaires respectifs. La capacité à pouvoir travailler en relation directe avec ses clients lors de l'étape de conception, combiné avec la capacité de la Société à pouvoir fabriquer à grand volume à partir de son site de fabrication localisé à Suzhou en Chine, permet à Mitec de se distinguer de ses concurrents. De plus, Mitec obtenu le statut de vendeur privilégié avec plusieurs intervenants globaux des télécommunications.

Le secteur Communications par satellite dégage des produits d'exploitation de la conception, de la fabrication et de la vente de composantes et de sous-systèmes RF destinés aux stations terrestres de relais par satellite que les fournisseurs de services de diffusion télévisuelle directe par satellite intègrent à leurs réseaux de micro stations terriennes utilisant les terminaux à très petite ouverture d'antenne (« VSAT »). Ce secteur génère aussi des produits de ses applications reliées aux amplificateurs de puissance à semi-conducteurs à état solide (« SSPA ») composées de plusieurs propriétés intellectuelles et protégées par des brevets, principalement pour les communications des gouvernements, des principales firmes d'intégration de communications militaires ainsi que les systèmes radar.

Mitec, dont la présence est établie et reconnue sur les marchés des télécommunications sans fil et par satellite de par son infrastructure et sa base de clientèle établie, est bien positionnée pour bénéficier de la croissance reliée au marché des télécommunications et continue à investir en dépenses de recherche et développement (« R&D ») afin de développer de nouvelles gammes de produits dans des secteurs où elle prévoit une forte croissance. La Société utilise sa

flexibilité et l'expertise de son équipe d'ingénierie afin de solutionner les problèmes de bande passante, de vitesse, de capacité et de fiabilité reliés à la rapide croissance des télécommunications sans fil dont font face les sociétés de télécommunications partout dans le monde.

La Société possède un avantage compétitif dans le secteur militaire grâce à la technologie brevetée de SSPA de Keragis, une filiale dont elle favorise l'éclosion, adressant un marché potentiel de un milliard de dollars dans le domaine des applications militaires nécessitant des communications, micro-ondes ou par radar, de grande puissance et de large bande passante en plus de leur intégration physique et électrique. Cette technologie a des applications multiples et bien que le processus de qualification pour le marché militaire implique plusieurs étapes d'intégration ainsi qu'un long délai d'exécution, les opportunités se rapportant au cycle des ventes pour cette technologie existent pour une longue période une fois que la qualification et la sélection sont réalisées.

Le siège social de Mitec est situé à Montréal, au Canada et la Société possède d'autres exploitations à Suzhou (Chine) et à Poway (États-Unis). Au 31 juillet 2010, la Société comptait 278 employés à l'échelle mondiale.

FAITS SAILLANTS

Le premier trimestre de l'exercice 2011 a confirmé que le changement prévu depuis longtemps dans la stratégie de vente dans le domaine sans-fil de la société, impliquant l'introduction d'une nouvelle série de lignes de produits développés dans les années antérieures – lancé au cours de l'exercice précédent alors qu'il y avait une importante crise économique en cours – a réussi. Les revenus pour le premier trimestre de l'exercice 2011 ont augmenté de 23 %, par rapport aux revenus de télécommunications du quatrième trimestre de l'exercice 2010.

Cette stratégie pour le domaine des télécommunications impliquait le développement de solutions pour améliorer la bande passante et demeure attrayante pour une vaste base de clients actuels et nouveaux qui sont confrontés à des contraintes budgétaires mais sont toujours sous pression pour acheter des équipements capables de traiter les demandes de ses clients. Mitec a annoncé plusieurs nouvelles commandes pour ces produits au cours des prochains mois comme indiqué ci-dessous.

Ces produits comprennent les diplexers, les amplificateurs de puissance montés sur tour (« TMB ») ainsi que des systèmes distribués antenne ("DAS") et continuerons de contribuer au chiffre d'affaires des Télécommunications pour les années futures. Ainsi, la société continue sa percée sur le marché des opérateurs de télécommunications en Amérique du Nord afin de développer sa clientèle et a annoncé la conclusion de plusieurs contrats avec l'une des sociétés de télécommunications connaissant la croissance mondiale la plus rapide ; cette société a qualifié Mitec pour plusieurs grandes déploiements à long terme visant à intégrer des réseaux 4G dans le monde entier au cours des prochaines années. Le même client a également qualifié Mitec comme son principal fournisseur pour les radios point-à-point qui assurent une plus grande vitesse et des solutions de transmission de capacité pour le marché des télécommunications, comme la demande pour augmenter la bande passante mobile et la bande de spectre des réseaux traditionnels existants devient plus rare et trop coûteux à développer.

Le segment Communication par satellite de Mitec a lancé une série de lignes de produit appelée MTX au cours de l'exercice précédent et a maintenant réussi à pénétrer le marché VSAT avec ces nouveaux produits, qui ont été reconnus comme la ligne standard des produits futurs.

Cette ligne de produits a différencié la société de ses concurrents et bien qu'il y ait eu une faiblesse dans les ventes au premier trimestre de l'exercice 2011 puisque plusieurs clients existants n'ont pas généré le niveau de commandes attendu au cours du premier trimestre, ces commandes ont maintenant été reçues. De plus, l'équipe de vente a concentré sa stratégie de vente vers de plus grandes opportunités dans les régions du monde en développement où ces solutions sont attrayantes et ces nouveaux clients ont commencé à démontrer une volonté de se procurer les solutions VSAT de Mitec.

Le 15 septembre 2010, la Société a annoncé qu'elle n'était pas en mesure de déposer ses états financiers consolidés intermédiaires du premier trimestre de l'exercice 2011 pour la période terminée le 31 juillet 2010. Par conséquent, elle a fait une demande auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières canadiens compétents en vue d'obtenir une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants (une « interdiction »), comme le prévoit l'Instruction générale 12-203 relative aux interdictions d'opérations prononcées pour manquement aux obligations d'information continue, interdisant à certains initiés de la Société de négocier des titres de celle-ci. Le 16 septembre 2010, l'Autorité des marchés financiers, à titre d'autorité principale, a prononcé une interdiction temporaire qui sera en vigueur jusqu'au 1er octobre 2010, interdisant aux administrateurs et aux dirigeants de négocier des titres de la Société.

Le 8 septembre 2010, la Société a annoncé qu'elle avait reçu de nouvelles commandes pour ses TMB pour les fréquences 850MHz et 1800 MHz. Les TMB, qui font partie de la gamme de produits des solutions de couverture de Mitec et qui sont offerts en deux versions, soit à porteuses multiples et à porteuse unique, sont utilisés à la fois dans le déploiement des nouveaux réseaux et des réseaux actuels.

Le 25 août 2010, Mitec avait reçu une première commande de ce même client TMB pour la fréquence de 850 MHz.

Le 3 août 2010, la Société a annoncé aujourd'hui qu'elle avait reçu la première d'une série de commandes d'un grand exploitant de réseau pour sa nouvelle série MTX de Block convertisseur-élévateur (« BUC ») VSAT. Les produits devraient être livrés au cours du deuxième trimestre de 2011, et ce client devrait passer d'autres commandes tout au long de l'année. Le client participe actuellement à un projet d'expansion réseau en Afrique, où il existe une forte demande pour les systèmes de communications satellitaires bidirectionnelles qui permettent la croissance des services multimédias, voix et données dans les régions qui présentent des défis sur le plan géographique.

Le 20 juillet 2010, la Société a annoncé qu'elle avait reçu les premières commandes pour ses filtres à haute performance d'un important fournisseur de services de radio par satellite en Amérique du Nord pour une série d'essais dans son réseau mobile de radiodiffusion. Une fois que ces essais auront été menés à terme, Mitec s'attend à recevoir une série d'autres commandes au début de 2011. La fabrication de ces composantes aura lieu à l'usine chinoise de la Société.

Le 15 juillet 2010, la Société a annoncé qu'elle avait reçu une commande d'une valeur d'environ 1,5 millions \$ pour ses amplificateurs à faible bruit en vue de soutenir la mise à niveau du réseau d'un fournisseur de télécommunications européen. L'équipement a été fabriqué à l'usine chinoise de la Société et sera livré au cours du deuxième trimestre de l'exercice financier 2011.

Le 7 juillet 2010, la Société a annoncé qu'elle avait reçu une première commande pour livraison avant le 31 juillet 2010 portant sur l'une de ses solutions de couverture novatrices. Ce nouveau

client de Mitec est une entreprise canadienne en télécommunications. La solution 3G de Mitec permet aux entreprises de télécommunications de réduire leurs coûts d'exploitation tout en livrant des services de prochaine génération à un coût plus bas que celui des architectures de réseau actuelles.

Le 15 juin 2010, la Société a annoncé qu'elle avait procédé à ses premières livraisons en ce qui a trait aux composantes de réseaux 4G de prochaine génération fondés sur la technologie LTE (« LTE ») à une compagnie de télécommunications globale importante. Ces dernières devraient générer des produits d'exploitation d'environ 1,7 millions \$ au cours des prochains mois font partie d'une plus grande initiative prévue qui devraient se poursuivre au-delà de l'exercice 2011. Il est prévu que cette gamme de produits représentera une importante source de revenus pour Mitec dans les années à venir. Les composantes ont été produites à l'usine chinoise de la Société.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Le chiffre d'affaires et les résultats d'exploitation de la Société fluctuent d'un trimestre à l'autre, ou d'une année à l'autre, basé sur les besoins des clients et le calendrier des commandes. La Société a connu des fluctuations dans sa revue trimestrielle des résultats d'exploitation et s'attend à ce que ces fluctuations puissent continuer d'exister. L'exercice 2010 a été une période extraordinairement difficile à prédire pour la Société compte tenu de période de volatilité pour l'économie globale alors que le financement et les sources de crédit étaient difficiles à obtenir pour les fournisseurs dans le domaine des télécommunications. De plus, certaines ventes de la Société sont sujettes à des risques technologiques importants. En conséquence, la préparation des états financiers de la Société repose sur des estimations faites par la direction du chiffre d'affaires et des coûts requis afin de compléter les commandes. Bien que l'objectif de la direction soit d'assurer la rentabilité à long terme de la Société, il ne peut y avoir aucune assurance que le niveau de rentabilité ne variera pas considérablement selon les périodes trimestrielles ou annuelles.

Les niveaux de dépenses de la Société reposent en grande partie sur ses attentes en matière de chiffre d'affaires futur relatif aux divers programmes auxquels la Société est impliquée. En conséquence, la Société peut ne pas être capable de modifier le niveau des dépenses en temps opportun pour compenser toute diminution inattendue du chiffre d'affaires et la Société pourrait augmenter ses dépenses de façon anticipée afin de répondre à une augmentation du chiffre d'affaires prévue. Toute diminution importante du chiffre d'affaires pourrait donc avoir un effet significatif sur les résultats d'exploitation de la Société.

<i>(en milliers de dollars, sauf les données par action)</i>	2011				2010				2009
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Chiffre d'affaires	5 771	6 358	5 161	7 198	6 707	6 927	7 922	10 568	
Bénéfice brut	809	955	861	817	1 035	1 083	1 897	2 366	
Frais de recherche et de développement	714	777	1 031	683	1 068	1 137	1 054	1 151	
Frais de vente et d'administration	1 351	1 794	1 670	1 772	1 476	2 087	1 626	1 972	
Perte nette	(1 342)	(236)	(305)	(837)	(2 069)	(3 108)	(360)	(1 195)	
Perte nette par action :									
- De base et diluée	(0.01)	(0,02)	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,00)	(0,01)	
Dépenses non-récurrentes :									
- Dépréciation des immobilisations corporelles	12	34	—	—	—	80	—	351	
- Dépréciation de l'écart d'acquisition	—	1 991	—	—	—	1 607	—	—	
- Dépréciation des actifs incorporels	—	724	—	—	—	50	—	—	
Total de l'actif	19 199	20 704	23 703	26 585	29 118	30 321	36 244	39 230	
Dette à long terme	1 268	1 157	1 041	955	1 316	1 215	1 116	1 057	
Trésorerie et placements à court terme	822	2 067	2 217	2 458	3 344	4 666	4 040	5 255	

Les informations pour chaque secteur pour les trois mois terminés les 31 juillet se résument comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Montants consolidés	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	2 511	2 188	3 260	4 519	5 771	6 707
Coût des ventes	2 205	2 050	2 757	3 622	4 962	5 672
Profit brut	306	138	503	897	809	1 035

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé pour le premier trimestre terminé le 31 juillet 2010 a atteint 5,8 millions \$, représentant une diminution de 14 % par rapport à la même période l'an dernier. La diminution du chiffre d'affaires de la Société est imputable à une réduction des revenus du secteur des Communications par satellite et entre autre au niveau de son secteur des produits legacy qui auparavant enregistrait des revenus prévisibles. Ces revenus sont apparus après la fin du premier trimestre garnissant ainsi le carnet de commandes. Le secteur Satcom a été aussi négativement affecté par des délais dans le processus de commandes dans le secteur militaire. Les livraisons du secteur Télécommunications ont été de 2,5 millions \$ pendant le premier trimestre de 2011, soit une augmentation de 0,3 million \$ ou 15 % comparativement à la même période l'année précédente. La Société a bénéficié de la première phase de pénétration sur les marchés de sa nouvelle gamme de produits de diplexeurs récemment développée et commercialisée pendant l'exercice. Le secteur Communications par satellite, qui a dégagé 57 % du total des produits d'exploitation, a diminué, au cours du premier trimestre de

2011, de 1,3 millions \$ à 3,3 millions \$ ou 28 %, comparativement au premier trimestre de l'exercice 2010.

<i>(en milliers de dollars, à l'exception des pourcentages)</i>	2011				2010			2009
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Télécommunications	2 511	2 048	1 140	2 003	2 188	2 207	3 100	4 073
% du total du chiffre d'affaires	43,5%	32,2%	22,1%	27,8%	32,6%	31,9%	39,1%	38,5%
Communications par satellite	3 260	4 310	4 021	5 196	4 519	4 720	4 822	6 495
% du total du chiffre d'affaires	56,5%	67,8%	77,9%	72,2%	67,4%	68,1%	60,9%	61,5%

Distribution géographique

	Amérique du Nord	Europe	Asie	Autre
2011 T1	36%	25%	18%	21%
2010	49%	21%	15%	15%
2009	37%	17%	33%	13%

Bénéfice brut

Le bénéfice brut pour le premier trimestre de l'exercice 2011 s'élevait à 0,8 million \$, une baisse de 0,2 million \$ comparativement à 1,0 million \$ enregistré au premier trimestre de l'exercice 2010. Bien que la Société a su mettre en œuvre un programme de contrôle des dépenses au cours du trimestre précédent, le bénéfice brut a été affecté une variété de facteurs internes et externes qui ont diminué le chiffre d'affaires, tels que le délai dans la prise de commande dans le secteur des Communications par satellite tel que décrit précédemment, de nouvelles introductions de produit et le retrait des produits existants, les retards dans les dépenses des gouvernements ainsi que la difficulté à accéder au crédit pour les dépenses en capital. Ces facteurs ont réduit l'absorption des frais généraux. Malgré cette conjoncture économique, la Société croit que ces facteurs devraient se renverser au fil du temps et d'ailleurs une augmentation des commandes est récemment apparue. La réduction des dépenses a permis de limiter l'impact sur le bénéfice brut. Le bénéfice brut du secteur Télécommunications a été de 0,3 million \$ au cours du premier trimestre du présent exercice financier, une amélioration de 0,2 million \$ par rapport au bénéfice brut de 0,1 million \$ pour la même période l'an dernier. Le bénéfice brut du secteur Communications par satellite a subi une baisse de 0,4 million \$, passant de 0,9 million \$ au premier trimestre de l'exercice 2010 à 0,5 million \$ au premier trimestre de l'exercice 2011.

<i>(en milliers de dollars, à l'exception des pourcentages)</i>	2011				2010			2009
	T1	T4	T3	T2	T1	T3	T2	T1
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Télécommunications	306	(143)	(154)	(48)	138	(166)	382	571
% du chiffre d'affaires	12,1%	(7,0%)	(13,4%)	(2,4%)	6,3%	(7,5%)	12,3%	14,0%
Communications par satellite	503	1 098	1 015	865	897	1 247	1 515	1 795
% du chiffre d'affaires	15,4%	25,5%	25,2%	16,6%	19,8%	26,4%	31,4%	27,6%

Frais de recherche et développement

Les frais de R&D, réduits des crédits d'impôt à l'investissement, pour le premier trimestre de l'exercice 2011 ont diminué de 33 %, passant de 1,1 millions \$ lors du premier trimestre de l'exercice 2010 à 0,7 million \$. Malgré des conditions économiques difficiles, la Société a continué de supporter sa croissance et n'a pas réduit de manière importante ses investissements en R&D dans chacune de ses lignes de produits afin de promouvoir la disponibilité de ses nouveaux produits destinés à l'industrie des télécommunications sans fil

mobile et fixes ainsi que sur les marchés VSAT et militaires et de maintenir son avantage compétitif. Cependant, les frais de R&D ont diminué et la Société s'attend à ce que cette tendance continue ainsi tout en faisant partie de sa stratégie générale visant à concentrer la R&D sur les secteurs spécifiques du marché et à considérer l'acquisition de technologie lorsque ce sera possible.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration de la Société pour le premier trimestre de l'exercice 2011 ont diminué 5 % pour se chiffrer à 1,4 millions \$, soit approximativement le même montant pour le premier trimestre de l'exercice 2010. La diminution est le résultat du programme de réduction des dépenses initié durant l'exercice précédent.

Perte nette

La perte nette pour le premier trimestre de l'exercice 2011 s'est établie à 1,3 millions \$, ou 0,01 \$ par action, comparativement à 2,1 millions \$, ou 0,01 \$ par action pour le même trimestre de l'exercice 2010.

Bénéfice avant intérêts, impôts et taxes et amortissement

A titre d'information supplémentaire à la mesure des bénéfices basés sur les PCGR du Canada, ce rapport de gestion présente le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »). Les amortissements incluent les dépréciations d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels et des placements. Les intérêts incluent la charge d'intérêts sur la facilité de crédit et sur la dette à long terme réduits des revenus d'intérêts. Le BAIIA est fourni afin d'aider le lecteur à déterminer la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie positifs de ses opérations. La Société a présenté de plus le BAIIA ajusté provenant des ses activités poursuivies de manière à présenter l'impact des frais de restructuration, du taux de change, de la rémunération à base d'actions et du recouvrement des crédits d'impôt non remboursables. Le BAIIA n'est pas une mesure standardisée respectant les PCGR du Canada et peut ne pas être comparable à ceux présentées par d'autres corporations.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le BAIIA et l'évaluation des PCGR dans les états des résultats consolidés intermédiaires non vérifiés pour les huit derniers trimestres. De plus, il présente également le BAIIA ajusté.

(en milliers de dollars)	2011				2010			2009
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Perte nette	(1 342)	(5 236)	(2 305)	(1 837)	(2 069)	(3 108)	(360)	(1 195)
Impôts sur les bénéfices	—	242	(39)	(39)	(39)	(523)	(89)	(14)
Amortissement, gain et perte sur disposition et dépréciation des immobilisations corporelles, des actifs incorporels, de l'écart d'acquisition et des placements	277	3 183	420	370	464	2 214	515	972
Intérêts	49	54	52	109	31	27	(1)	65
BAIIA	(1 016)	(1 757)	(1 872)	(1 397)	(1 583)	(1 390)	65	(172)
Effet des gains et pertes de change et de la rémunération à base d'actions	(101)	331	320	42	469	(425)	(673)	(95)
BAIIA ajusté	(1 117)	(1 426)	(1 552)	(1 355)	(1 114)	(1 815)	(608)	(267)

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La Société comptait 0,8 million \$ de trésorerie et de placements à court terme au 31 juillet 2010, comparativement à 2,1 millions \$ au 30 avril 2010, ce qui pourrait ne pas être suffisant pour assurer la bonne marche de ses opérations et ses besoins de dépenses en immobilisations. La Société a accès à un montant additionnel de 1,2 millions \$, déterminé en fonction des comptes à recevoir éligibles au 31 juillet 2010 de sa facilité de crédit récemment autorisée et supportée par un solide fonds de roulement pour assurer le financement additionnel provenant de tiers en cas de besoins.

Le fonds de roulement, excluant la trésorerie et les placements à court terme, a diminué de 15 %, passant de 7,6 millions \$ à la fin de l'exercice 2010 à 6,5 millions \$ à la fin de l'exercice courant.

Flux de trésorerie d'exploitation

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'exploitation ont été de 0,3 million \$ durant le premier trimestre de l'exercice 2011, une diminution du flux de trésorerie utilisé de 0,4 million \$ lorsque comparés à 0,8 million \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent. La baisse du profit brut et le programme de réduction des coûts discutés plus haut ont été les facteurs principaux. La variation des soldes hors caisse du fonds de roulement d'un montant de 0,6 million \$ relatif au paiement reçu de crédit d'impôts à l'investissement combiné à l'augmentation des crédettes a contribué à diminuer l'utilisation de fonds requise pour les opérations.

Flux de trésorerie d'investissement

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se sont élevés à 0,3 million \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2010 en raison de l'acquisition d'équipements pour supporter les opportunités de production à grand volume. Pour le même trimestre de 2010, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 0,4 million \$ pour la même raison.

Flux de trésorerie de financement

Les activités de financement ont occasionné des sorties de fonds de 0,6 million \$ car la Société a remboursé une portion de la facilité de crédit. Il n'y avait pas eu d'activités de financement pour le même trimestre de l'exercice précédent.

GESTION DU CAPITAL

La Société regroupe les composantes des capitaux propres et de sa dette à long-terme dans la définition du capital. La Société gère sa structure de capital afin d'assurer la continuité de l'exploitation et afin d'avoir la souplesse financière permettant d'assurer sa croissance organique, financer certaines acquisitions choisies et y apporte des ajustements en fonction des variations de la conjoncture économique. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions ou de nouveaux titres de créance, ou contracter de nouveaux contrats de location acquisition. Historiquement, la Société n'a pas versé de dividendes à ses actionnaires.

Le capital de la Société se compose de la dette à long terme et des capitaux propres qui comprennent le capital-actions et n'a pas d'exigences externes. La Société n'a pas modifié sa politique de gestion du capital durant le trimestre. Au 31 juillet 2010, la composition du capital de la Société était la suivante :

	2010
	\$
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	1 268
Capitaux propres	11 482
	12 750

INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Les états financiers consolidés intermédiaires se rattachant au présent rapport sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de l'entité, c'est-à-dire sur l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Au cours des neuf derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les moyens de financement qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. La Société a accumulé un déficit de 132 769 000 \$ au 31 juillet 2010. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à réaliser un niveau satisfaisant de produits, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables et de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société, et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états consolidés.

Au 28 septembre 2010, la Société avait conclu les transactions suivantes afin de diminuer l'impact de certaines des incertitudes décrites ci-dessus :

- a. La Société a commencé ses premières livraisons en ce qui a trait aux composantes de réseaux sans fil 4G de prochaine génération fondés sur la technologie LTE pour une société de télécommunications globale importante, lesquelles devraient générer des produits d'exploitation d'environ 1,7 millions \$ au cours des prochains mois, faisant partie d'une plus grande initiative prévue et devraient se poursuivre au-delà de l'exercice 2011;
- b. La Société a reçu une première commande à être livrée durant le premier trimestre de 2011 portant sur l'une de ses solutions de couverture novatrices qui combine des équipements existants avec des amplificateurs afin d'augmenter la bande passante ;
- c. La Société a reçu une commande d'une valeur d'environ 1,5 millions \$ pour ses amplificateurs à faible bruit en vue de soutenir la mise à niveau du réseau d'un fournisseur de télécommunications européen. L'équipement sera livré au cours du deuxième trimestre de l'exercice financier 2011;

- d. La Société a reçu les premières commandes pour ses filtres à haute performance d'un important fournisseur de services de radio par satellite en Amérique du Nord pour une série d'essais dans son réseau mobile de radiodiffusion. Une fois que ces essais auront été menés à terme, Mitec s'attend à recevoir une série d'autres commandes au début de 2011
- e. La Société a reçu la première d'une série de commandes d'un grand exploitant de réseau pour sa nouvelle série MTX de BUC VSAT. Les produits devraient être livrés au cours du deuxième trimestre de 2011, et ce client devrait passer d'autres commandes tout au long de l'année;
- f. La Société a reçu une commande pour ses TMB, qui font partie de la gamme de produits des solutions de couverture de la Société et qui sont offerts en deux versions, soit à porteuses multiples et à porteuse unique, sont utilisés à la fois dans le déploiement des nouveaux réseaux et des réseaux actuels tout en étant une solution efficace économiquement;
- g. La Société a reçu de nouvelles commandes pour ses TMB à une fréquence de 850 MHz et de 1 800 MHz.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. Approcher des prêteurs ou des investisseurs potentiels afin de sécuriser du financement additionnel par voie de dette ou d'équité;
2. Grâce à l'appui du comité fusion et acquisition composé de membres de la direction, d'administrateurs et de conseillers de la Société, explorer diverses opportunités reliées à la vente de secteurs d'affaires choisis, le dessaisissement de certains de ses actifs ou l'acquisition d'actifs ou d'entreprises complémentaires et synergétique;
3. Analyser les diverses possibilités afin de rationaliser les secteurs des télécommunications et des communications par satellite et concentrer les efforts afin de sélectionner des marchés spécialisés avec l'objectif d'assurer que la Société puisse générer une profitabilité soutenue à long terme.

Compte tenu des défis extrêmes auxquels fait face la Société à l'interne en tant que corporation de technologies de croissance et à l'externe face à des éléments comme une crise financière mondiale sans précédent qui a eu un impact sur toutes les facettes d'affaires dans le monde, la direction et le conseil d'administration de Mitec évaluent constamment des façons d'assurer que la Société soit dotée d'une stabilité financière afin de demeurer compétitive et réaliser une rentabilité à long terme. De telles évaluations incluent le développement de gammes de produits spécialisés qui produiront des solutions exigées par sa base croissante de clients, par le biais de sa R&D et ses efforts de marketing, les fusions et les activités d'acquisitions, les dessaisissements, les sociétés en participation et les initiatives stratégiques tant avec l'industrie qu'avec des partenaires financiers.

La Société continue à évaluer plusieurs opportunités en accord avec ces objectifs et s'attend à ce que plusieurs étapes soient réalisées en 2011 au fur et à mesure que la Société en exécute une ou plusieurs.

La direction croit qu'en réussissant à sécuriser le financement de ses opérations ou à continuer l'expansion des activités des télécommunications et des communications par satellite, et que, grâce au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET PROVISIONS COMPTABLES

L'établissement des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés des actifs et des passifs, la présentation des actifs et des passifs éventuels et les montants constatés des produits et des charges au cours des périodes de présentation de l'information financière. Les montants communiqués et la présentation des notes aux états financiers consolidés sont déterminés à l'aide des meilleures estimations de la direction fondées sur les hypothèses les plus probables de conditions économiques et un plan d'action. Les éléments importants, qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses, comprennent la durée de vie utile des actifs, la désuétude des stocks, la dépréciation d'actifs à long terme, l'écart d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, les impôts futurs, les crédits d'impôt à l'investissement, la constatation des produits, l'évaluation et la détermination de la rémunération à base d'actions et des bons de souscription, le taux d'actualisation des débetures convertibles, les obligations légales, la provision pour garantie, les créances irrécouvrables et la provision pour créance douteuses. Les résultats réels pourraient différer des estimations utilisées dans les présents états financiers consolidés et ces différences peuvent s'avérer importantes. Les principales conventions comptables de la Société sont analysées à la note 2 afférente aux états financiers consolidés vérifiés. Les estimations critiques inhérentes aux conventions comptables sont analysées dans les paragraphes suivants.

Évaluation des stocks

La Société constitue une provision pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant à la valeur de réalisation nette des stocks. La provision est calculée en tenant compte de l'âge des stocks et des attentes actuelles et futures à l'égard des produits offerts. Les hypothèses sur lesquelles est fondée la provision pour désuétude des stocks englobent les tendances futures en matière de ventes et d'offre de produits. L'estimation par la Société de la provision pour désuétude des stocks est susceptible de varier considérablement d'une période à l'autre en raison de modifications apportées à l'offre de produits et de l'acceptation de ces produits par les clients. La direction analyse l'ensemble de cette provision afin d'évaluer si, d'après la conjoncture économique, elle est adéquate.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La direction examine la valeur comptable des actifs et évalue si une dépréciation devrait être comptabilisée. L'évaluation repose sur l'appréciation des changements technologiques, sur l'utilisation prévue par la Société et sur les flux de trésorerie futurs estimatifs projetés non-actualisés devant découler des actifs sous-jacents. Toute dépréciation donne lieu à une baisse de valeur des actifs et à l'imputation d'une charge à l'état des résultats pendant l'exercice dans la mesure où la valeur comptable des actifs excède leur juste valeur établie, de manière générale, d'après les flux de trésorerie actualisés. L'estimation de la direction des flux de trésorerie futurs est assujettie à des risques et incertitudes. De cette manière, il est raisonnablement possible que des changements de situations puissent survenir et affecter la recouvrabilité des actifs à long terme de la Société.

Provision pour créances douteuses

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant aux pertes inhérentes à son portefeuille de débiteurs à la date du bilan, même si la plupart de ses débiteurs sont assurés. Ce calcul tient compte du registre des paiements, des tentatives de recouvrement, des déclarations de faillite et des événements à caractère économique. La direction est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les pertes prévues en raison de la conjoncture

actuelle. Toutefois, une dégradation marquée de l'un de ces facteurs ou de la santé économique pourrait entraîner des modifications importantes de ces attentes.

Provision pour garanties

La Société a constitué une provision pour garanties à la vente de certains produits qui comprennent des composantes actives. Cette estimation est fondée sur l'historique de la fréquence des réparations et sur les coûts connexes. La direction examine périodiquement cette provision et la provision constituée au 31 juillet 2010 a été jugée adéquate.

Conversion de devises

a. Activités canadiennes

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les actifs et passifs non-monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change historiques. Les produits et les charges sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains et les pertes de change découlant de la conversion des éléments libellés en devises sont inclus dans le calcul du résultat net.

b. Activités étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères autonomes de la Société, soit Mitec Communications Ltd., Mitec Telecom (Suzhou) Company, Ltd. et Keragis Corporation, sont convertis en dollars canadiens aux taux de change selon la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les éléments d'actifs et de passifs sont convertis à l'aide du taux de change en vigueur à la date de la fin de l'exercice et les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de l'exercice. Les gains et les pertes sur cette conversion sont comptabilisés et inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu compris dans les capitaux propres. En cas de réduction de l'investissement net dans une filiale étrangère autonome, un montant proportionnel des gains ou pertes de conversion reportés est constaté en résultat net.

Rémunération à base d'actions

La Société fait une estimation de la juste valeur des options sur actions attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs. Au 31 juillet 2010, un total de 15 295 000 options d'achat d'actions étaient en cours dont 13 605 000 étaient exerçables. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour passer en charges les options sur actions attribuées aux employés, administrateurs et consultants. Les options attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs sont passées en charges au cours de la période d'acquisition des droits sous-jacents. La juste valeur est déterminée selon le modèle de Black et Scholes. Toute contrepartie versée par les employés, les dirigeants et les administrateurs à l'exercice des options d'achat d'actions ou à l'achat d'actions est créditée aux capitaux propres.

MODIFICATIONS FUTURES DES CONVENTIONS COMPTABLES

Regroupements d'entreprises

Le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », remplace le chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises ». Il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et constitue l'équivalent canadien de la Normes internationales d'information financière « IFRS » 3 (révisée), Regroupements d'entreprises. Le chapitre s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice devant être ouvert à compter du 1^{er} janvier 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

Consolidation des états financiers

Le chapitre 1601, « États financiers consolidés » et le chapitre 1602, « Participation sans contrôle » remplacent le chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 établit des normes de présentation des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes sont équivalentes aux dispositions correspondantes de la norme 27 des normes comptables IAS (révisée), « États financiers consolidés et individuels ». Les chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Leur adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouveaux chapitres sur les états financiers consolidés.

Modifications comptables

En juin 2009, l'ICCA a publié des modifications au chapitre 1506 du Manuel, Modifications comptables. Le chapitre 1506 a été modifié afin d'exclure de son champ d'application les changements de conventions comptables lors du remplacement complet du référentiel comptable de l'entité. Ces modifications s'appliquent aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009. L'adoption des normes IFRS ne devrait pas être considérée comme une modification comptable en vertu du chapitre 1506.

CPN-175 - Accords de prestations multiples générateurs de produits

En décembre 2009, l'ICCA a publié le CPN-175, Accords de prestations multiples générateurs de produits, qui remplace le CPN-142, Accords de prestations multiples générateurs de produits. Cet abrégé a été modifié afin de : (1) fournir des directives mises à jour permettant de déterminer s'il y a présence de prestations multiples, si les prestations devraient être séparée et la contrepartie attribuée; (2) exiger, dans le cas où un fournisseur ne dispose pas d'une preuve objective émanant du fournisseur (ci-après appelée preuve interne) ou d'une preuve émanant d'un tiers (ci-après appelée preuve externe), que l'entité attribue le produit d'un accord en se fondant sur sa meilleure estimation de la méthode du prix de vente relatif; (3) éliminer l'utilisation de la méthode du montant résiduel et exiger d'une entité d'allouer ses revenus en utilisant la méthode du prix de vente relatif; et (4) exiger d'étendre les informations qualitatives et quantitatives à fournir à l'égard des jugements importants faits dans le cadre de l'application de cette directive. Les modifications comptables présentées dans le CPN-175 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. L'adoption anticipée est permise. L'adoption peut être faite de manière prospective ou par application rétrospective. Si l'on opte pour l'adoption anticipée de l'abrégé, au cours d'une période autre que la première période de l'exercice, les dispositions de l'abrégé devraient être appliquées rétroactivement à compter du début de l'exercice de la Société. À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence future de ces modifications sur ses états financiers et elle n'a pas encore décidé d'un échéancier et d'une méthode d'adoption.

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATIONS FINANCIÈRE

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (« CNC ») a confirmé que les PCGR tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement harmonisés avec les IFRS, telles qu'elles sont publiées par le Conseil des normes comptables internationales (« CNCI »). La date de basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels liés aux exercices débutant le 1^{er} janvier 2011 ou après cette date. Par conséquent, la Société sera tenue de se conformer aux IFRS pour ses états financiers annuels de 2012 débutant avec ses états financiers intermédiaires du premier trimestre se terminant le 31 juillet 2011. Bien que les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable aux PCGR canadien, il existe des différences importantes dans les politiques

comptables qui peuvent affecter les processus de la Société et ses résultats financiers de manière significative. Bien que la Société croit que l'adoption des normes IFRS n'aura pas d'incidence importante sur les flux de trésorerie lié aux activités d'exploitation présentés aux états financiers, elle pourrait avoir une incidence importante sur le bilan consolidé et sur les états consolidés des résultats et des capitaux propres.

Mise en œuvre du plan

Le projet de mise en œuvre comprend trois phases principales qui, dans certains cas, se chevauchent puisque les IFRS seront appliqués à des secteurs particuliers tout au long du projet :

Phase 1 : phase de délimitation de l'étendue et de diagnostic

Cette phase comprenait l'établissement d'un diagnostic détaillé comparant les PCGR canadiens et les IFRS et ciblant les secteurs clés qui pourraient subir l'incidence de la transition aux IFRS. La phase 1 comprenait :

- l'analyse approfondie des pratiques et des conventions comptables actuelles de la Société par rapport à toutes les normes et interprétations pertinentes des IFRS applicables;
- la détermination des différentes options que la Société peut choisir à la date du basculement ainsi que les choix continus en matière de conventions comptables selon les IFRS qui peuvent être appliqués en vue de préparer les états financiers subséquents en vertu des IFRS.

Phase 2: Phase d'analyse des répercussions et de conception

Au cours de cette phase, chacun des secteurs ciblés au cours de la phase de délimitation de l'étendue et de diagnostic sont présentement examinés. Cette phase comprend :

- la détermination des choix de conventions comptables, y compris les choix effectués dans le cadre IFRS 1;
- la détermination des changements à apporter aux conventions comptables actuelles;
- la détermination des changements ou des ajouts à apporter aux systèmes de technologies de l'information et de données, au contrôle interne à l'égard de l'information financière et aux contrôles de communication de l'information;
- l'évaluation des besoins en matière de formation du personnel financier clé et du personnel des secteurs opérationnels;
- la préparation d'états financiers provisoires conformément aux IFRS.

Phase 3: phase de mise en œuvre et d'examen

Au cours de cette dernière phase, la Société appliquera les changements apportés aux pratiques et aux conventions comptables, aux processus d'affaires, aux systèmes d'information et aux contrôles internes et la Société s'assurera que toutes les différences importantes ont été réglées avec succès avant le premier trimestre se terminant le 31 juillet 2011.

État actuel du plan de basculement aux IFRS

La Société a débuté son plan de basculement aux normes IFRS durant l'hiver de 2009. La phase de délimitation de l'étendue et de diagnostic est complétée et la Société est actuellement à la phase 2 de son processus. La Société a aussi retenu les services de consultants externes afin de l'aider dans son processus de mise en œuvre de son plan.

Durant le trimestre, les efforts de la Société ont porté principalement sur l'évaluation des choix de méthodes comptables, les changements nécessaires aux politiques comptables en vigueur et sur la collecte d'informations supplémentaires afin de faire les choix appropriés en vertu de la

norme IFRS 1. La Société s'attend à poursuivre son analyse de tous les items décrits à la phase 2 et de continuer son analyse des items plus détaillés à l'intérieur de différentes normes pendant durant le deuxième et troisième quart.

Incidence potentielle de la conversion

La Société a identifié que les domaines suivants pourraient avoir la plus grande incidence sur les normes comptables de la Société, mais elle est encore au niveau de l'analyse de l'incidence qu'aura l'adoption de ces nouvelles normes sur ses états financiers. La liste et les observations qui suivent ne devraient pas être interprétées comme une liste exhaustive des changements qui découleront de la transition aux IFRS, mais elles mettent plutôt en lumière les diverses différences comptables que la Société estime présentement être importantes.

Malgré ce qui précède, les projets du CNCI et de l'International Financial Reporting Interpretation Committee (l'« IFRIC ») vont vraisemblablement modifier de façon importante certaines des exigences actuelles des IFRS et pourraient ultimement modifier l'analyse préliminaire des conventions comptables de la Société, ce qui pourrait ultimement avoir une incidence sur les différences préliminaires décrites ci-dessous.

Adoption initiale des IFRS (IFRS 1)

L'adoption des normes IFRS nécessite l'application de la norme IFRS 1 qui donne des directives pour l'adoption initiale des normes IFRS. IFRS 1 prévoit également certaines exonérations facultatives de l'application rétrospective de certaines exigences IFRS ainsi que les exceptions obligatoires qui interdisent l'application rétrospective de certaines normes. La direction évalue présentement la mise en application des options disponibles lors de l'adoption initiale.

Paiement fondé sur des actions.

Selon les IFRS, lorsque les options d'achat d'actions attribuées sont acquises graduellement, chaque tranche doit être considérée comme une attribution séparée alors que les PCGR canadiens considèrent les acquisitions graduelles comme une attribution unique. Il y a de plus des différences au niveau de la comptabilisation des droits frappés d'extinction. La charge de rémunération devra être constatée sur la durée d'acquisition des droits de chaque tranche et prendre en considération comment les droits frappés d'extinction devront être comptabilisés.

Immobilisations corporelles et amortissement

Selon les IFRS, après leur comptabilisation initiale, les immobilisations corporelles peuvent être évaluées selon le modèle du coût ou selon le modèle de la réévaluation alors que les PCGR canadiens ne permettent pas la réévaluation. La Société continuera d'utiliser le modèle du coût afin d'éviter les variations de la juste valeur des immobilisations au bilan et des impacts correspondants à l'état des résultats.

Selon les IFRS, les immobilisations doivent être amorties en fonction de leurs composantes alors que les règles d'identification des composantes sont moins exigeantes sous les PCGR canadiens.

Dépréciation d'actifs

Selon les IFRS, un test de dépréciation doit être effectué sur les immobilisations, les actifs incorporels et sur l'écart d'acquisition lorsqu'il y a un indicateur de dépréciation au niveau de chaque unité qui génère des entrées de trésorerie indépendantes (« UGT »). L'application de cette nouvelle norme devrait entraîner l'utilisation d'une estimation des flux de trésorerie actualisés appliquée à un groupe restreint d'actifs. Cette approche pourrait entraîner une charge de dépréciation plus importante. Ces dépenses pourraient toutefois être contrepassées par la suite.

Conversion de devises

Selon les IFRS, une entité évalue ses actifs, ses passifs, ses revenus et ses charges dans sa monnaie fonctionnelle qui est la monnaie utilisée dans le principal environnement économique dans lequel elle opère. Pour la Société, il existe divers indicateurs à prendre en considération afin de déterminer la monnaie fonctionnelle appropriée pour chacune de ses filiales ainsi que pour les opérations canadiennes.

Passif financier

Selon les IFRS, la valeur comptable des instruments composés comme les débetures convertibles est répartie entre ses composantes du passif et des capitaux-propres de sorte que le passif est comptabilisé à la juste valeur et la composante capitaux propres come le résidu. Les PCGR canadiens permettent que cette allocation soit faite selon la méthode la juste valeur relative ou en affectant la composantes la plus difficilement mesurable (qui peut être, dans certaines circonstances, la composante du passif) comme le résidu.

Provisions, Éventualités

Selon les IFRS, les provisions et les éléments du passif éventuel sont comptabilisés selon le critère « probable » de se produire alors que les PCGR utilisent le critère « plus probable qu'improbable » de se produire. De plus, selon les IFRS, les provisions et les éléments du passif éventuel sont comptabilisés selon la moyenne pondérée des valeurs probables dans l'ensemble des probabilités alors que les PCGR préconisent l'utilisation des éléments de la portion inférieure de l'ensemble des probabilités. Pour la Société, certaines provisions et éléments du passif éventuel pourrait être comptabilisés plus tôt ou être comptabilisés alors qu'ils ne l'auraient pas été du tout en vertu des PCGR.

Présentation des états financiers

Les IFRS exigent une divulgation beaucoup plus étendue que celle exigée par les PCGR. De plus, la classification et la présentation de certains éléments du bilan et de l'état des résultats peuvent être différents. La Société évalue présentement l'incidence globale que ces changements de classification et de présentation auront sur ses états financiers.

Incidence sur les activités de l'entreprise

Bien que La Société ne soit qu'à sa phase d'analyse et de répercussion du processus de transition, elle ne prévoit pas que le passage aux IFRS aura une incidence importante sur ses clauses restrictives, ses contrats ou sur ses autres activités commerciales. La rémunération incitative de la Société repose dans une large mesure sur l'atteinte et le dépassement des objectifs liés aux prévisions budgétaires et des niveaux de performance opérationnelle. Une réévaluation sera probablement nécessaire à compter de l'exercice 2012, soit lorsque les incidences des modifications engendrées par la transition aux IFRS seront entièrement connues.

Incidence sur les systèmes d'information

Bien que la Société ne s'attend pas à ce que la transition aux IFRS nécessitera des changements importants à apporter à ses systèmes d'information financière et à son expertise en matière de divulgation de l'information financière, ces aspects sont néanmoins affectés car la Société doit s'assurer que ses systèmes seront en mesure de :

- a) faire le suivi des ajustements résultants de la conversion aux IFRS pour les périodes comparatives de 2010-11;
- b) fournir les informations nécessaires pour refléter les changements de méthodes comptables;
- c) développer ou modifier plusieurs nouveaux rapports pour faciliter la préparation de la divulgation accrue des notes et des autres exigences IFRS en matière de présentation

de l'information financière. Ces exigences en matière de divulgation pourraient nécessiter des modifications aux structures existantes des comptes du grand livre.

Des processus et des contrôles seront mis en place afin d'assurer que la Société soit en mesure de prendre les décisions appropriées et de mettre en application les politiques comptables IFRS choisies.

Sur la base des travaux réalisés à ce jour et compte tenu du fait que toutes les modifications possibles aux normes IFRS qui seront en vigueur au 30 avril 2011 ne sont pas encore connues, la Société ne peut pas raisonnablement déterminer l'incidence globale que l'adoption des IFRS pourrait avoir sur sa situation financière et sur ses résultats futurs. Les changements de méthodes comptables découlant de la transition aux IFRS pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés.

ÉVENTUALITÉS

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et aux réglementations environnementales relatives aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Des modifications à ces lois et règlements sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société. La Société surveille ces risques au moyen de systèmes et de politiques en matière de gestion des risques environnementaux.

La Société fait face, le cas échéant, à des réclamations et des poursuites dans le cours normal de ses activités. La direction est d'avis qu'une décision finale au sujet de ces poursuites ne peut être prise pour l'instant, mais que celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société selon leurs échéances annuelles au 31 juillet 2010 :

	Facilité de crédit	Créditeurs	Dettes à long terme	Contrats de location-exploitation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
1 an	100	4 067	—	465	4 632
2 – 3 ans	—	—	1 857	450	2 307
Plus de 4 ans	—	—	—	4	4
	100	4 067	1 857	919	6 943

ACTIONS ORDINAIRES, BONS DE SOUSCRIPTION ET OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 31 juillet 2010, il y avait 220 666 756 actions ordinaires et 23 602 279 bons de souscription en circulation ainsi que 15 295 000 options d'achat d'actions. Aucune transaction affectant le capital actions n'a été réalisée durant le trimestre.

ÉLÉMENTS HORS BILAN

Les seuls éléments hors bilan de la Société sont relatifs aux contrats de location-exploitation exclusivement, tel que décrit ci-dessus. À l'exception de ces engagements, qui sont considérés

de nature courante des affaires, la Société n'a pas d'autres éléments hors bilan et ne prévoit pas en utiliser, autrement que dans le cours normal des affaires dans un avenir immédiat.

OPÉRATIONS PROJÉTÉES

Mitec reconsidère constamment des opportunités pour les fusions, les acquisitions et les dessaisissements qui pourraient augmenter la valeur d'actionnaire. Il travaille avec le Comité de fusions et d'acquisitions compris de l'administration, les directeurs et les conseillers à la Société, évaluer des opportunités différentes avec l'objectif d'augmenter sa présence dans le marché sans fil et accomplir la rentabilité à long terme.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Durant la période de trois mois terminée le 31 juillet 2010, des frais de consultations d'un montant de 52,500 \$ (2009 – 28,175 \$) ont été facturés par une société contrôlée par le président exécutif du conseil afin de réaliser son mandat; un montant de 17,500 \$ demeurait impayé au 31 juillet 2010. L'entente de consultation a été mesurée à la valeur d'échange définie comme étant la valeur établie entre les parties. Aucun jeton de présence à titre d'administrateur n'a été payé en addition des frais de consultation.

PERSPECTIVES

Mitec, dont la présence est établie et reconnue sur les marchés des télécommunications sans fil et par satellite, est bien positionnée pour bénéficier de la croissance future reliée au marché des télécommunications encore à un stade de premier développement. La Société utilise sa flexibilité et l'expertise de son équipe d'ingénierie afin de solutionner les problèmes de bande passante, de vitesse, de capacité et de fiabilité reliés à la rapide croissance des télécommunications sans fil dont font face les sociétés de télécommunications partout dans le monde.

Avec l'introduction de ses solutions de couverture, autant pour les réseaux sans fil fixes ou ses lignes de produits VSAT, Mitec a choisi d'investir dans des créneaux choisis dans les marchés de tailles très importantes que ses clients – parmi les plus grandes corporations et parmi celles enregistrant la plus forte croissance dans les domaines du sans fil et satellitaire dans le monde entier – générera des opportunités importantes pour la Société.

La Société possède définitivement un avantage compétitif dans le secteur militaire grâce à la technologie brevetée de Keragis, une filiale dont elle favorise l'éclosion, adressant un marché potentiel de plus d'un milliard de dollars dans le domaine des applications militaires nécessitant des communications, micro-ondes ou par radar, de grande puissance et de large bande passante en plus de leurs intégration physiques et électriques.

L'équipe de direction, le conseil d'administration, les conseillers et les consultants de la Société continuent de travailler ensemble afin de s'assurer que Mitec réussira à devenir un joueur dominant sur les marchés identifiés par la Société de manière à devenir profitable.

EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Contrôles et procédures de communication de l'information

La Société maintient des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et communiquée à l'externe soit complète, exacte, fiable et présentée dans les délais prévus. Les contrôles et procédures de

communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information qui doit être présentée dans ses différents documents est enregistrée, traitée, condensée et présentée fidèlement.

Le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) en date du 30 avril 2010, et ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information ont été conçus et fonctionnent de manière efficace.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR canadiens reconnus.

La direction a évalué la conception et l'efficacité de ses contrôles et procédures internes à l'égard de l'information financière (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2010. L'évaluation s'est fondée sur le guide intitulé Internal Control-Integrated Framework publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). Cette évaluation a été réalisée par le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances de la Société avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. En se basant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont conclu que les contrôles et procédures internes à l'égard de l'information financière étaient conçus adéquatement et fonctionnent de manière efficace.

La Société n'a apporté aucun changement important à la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2010 ayant eu une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière. Malgré l'évaluation qu'elle en a faite, la direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception ou de leur mise en application, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints. Dans l'éventualité imprévisible qu'une omission survienne dans la communication ou les contrôles et procédures internes, ou qu'une erreur de nature importante se produise, la Société compte prendre les mesures nécessaires afin d'en minimiser les conséquences.

RISQUES ET ÉVENTUALITÉS

La Société est sujette à différents facteurs de risque et éventualités reliées à des poursuites potentielles, des impôts, des accords commerciaux et autres obligations commerciales. Les contrats et autres obligations commerciales sont principalement reliés à des contrats de location-exploitation. La Société enregistre des engagements et éventualités lorsque qu'une perte est probable et peut être déterminée. Des changements significatifs tant qu'à l'estimation des conséquences ainsi que l'évaluation des montants pourrait résulter en la reconnaissance d'engagements additionnels.

Risque lié à l'industrie

Le succès de la Société sur le marché du sans fil commercial est tributaire dans une large mesure des investissements des clients dans des infrastructures sans fil. Les clients pourraient

diminuer leurs dépenses en immobilisations en réaction à la baisse actuelle et prévue de la demande des consommateurs à l'égard de leurs produits et services. Si l'incertitude économique actuelle se poursuit, la demande pour les produits sans fil commerciaux de Mitec pourrait diminuer considérablement ou ne pas s'accroître, ce qui aurait un effet défavorable sur les produits d'exploitation. En outre, la nécessité d'investir dans l'ingénierie, la recherche et le développement et la commercialisation requis pour pénétrer les marchés et maintenir le service à la clientèle limitent le pouvoir de la Société de comprimer les frais en période de ralentissement économique.

Dépendance à l'égard de quelques clients

La Société est exposée à un risque qui découle du fait qu'elle dépend de certains contrats et clients importants. Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2010, la Société avait deux clients qui représentaient 35% de son chiffre d'affaires (2009 – un client représentait 10 % du chiffre d'affaires). Bien que la Société déploie des efforts considérables pour entretenir ses relations avec ses clients, rien ne peut garantir que Mitec sera en mesure de réaliser à des conditions avantageuses des ventes auprès de ces clients dans le futur, ni que ceux-ci continueront de s'approvisionner auprès de Mitec. Toutes les modifications apportées à leurs stratégies commerciales, aux échéances, ou aux questions de commercialisation, peuvent avoir une incidence financière considérable sur Mitec. Mitec s'emploie énergiquement à accroître sa clientèle et à diversifier ses réseaux des ventes dans chaque secteur, afin d'atténuer ce risque. Par ailleurs, Mitec maintiendra une stratégie de croissance équilibrée surtout afin d'exploiter le caractère anticyclique des activités des secteurs des télécommunications et des communications par satellites.

Secteur d'activité des clients

En règle générale, les composantes et les sous-systèmes intégrés offerts doivent être conçus sur mesure aux fins d'utilisation dans les produits des clients. Par conséquent, la Société écoule ses produits auprès d'un nombre relativement modeste de clients, et doit incorporer à ses produits des caractéristiques techniques propres à chaque client. Mitec choisit ses clients en évaluant ses chances de réussite sur le marché, toutefois, celle-ci ne sont pas assurées. Si ses clients n'obtiennent pas le succès escompté, le temps requis pour adapter les caractéristiques techniques de ses produits aux exigences d'un autre client peut reporter le moment où les ventes sont réalisées ou l'empêcher d'offrir ses produits sur le marché en temps opportun, voire de les offrir. Si, pour une raison ou pour une autre, ses clients décidaient de produire eux-mêmes leurs systèmes et sous-systèmes RF et hyperfréquences, d'augmenter le pourcentage de la production prise en charge, de lui imposer une fabrication conjointe ou encore de lui faire directement concurrence, ses produits d'exploitation chuteraient, entraînant des retombées défavorables sur ses résultats d'exploitation.

Risque lié à la production

Les résultats trimestriels de la Société ont fluctué considérablement dans le passé et cette tendance est susceptible de se maintenir. Ces fluctuations découlent d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéancier, l'annulation ou le report des estimations des clients à l'égard d'un produit, les commandes des clients et les expéditions qui leur sont destinées, l'établissement des prix et la combinaison des produits vendus, le lancement de nouveaux produits; la capacité d'obtenir des composantes et des sous-ensembles auprès des fournisseurs, et les variations quant à l'efficacité du processus de fabrication. L'un de ces facteurs pourrait avoir d'importantes répercussions sur les résultats d'exploitation d'un trimestre donné.

Par ailleurs, dans certains cas Mitec dépend de fournisseurs uniques ou d'un choix limité de fournisseurs pour obtenir les services et le matériel nécessaires à la fabrication de ses produits. Si elle ne parvenait pas à obtenir une quantité suffisante de ces composantes, la production et

la livraison des produits seront retardées, la Société risquerait de perdre des clients et la rentabilité pourra en subir les conséquences.

La dépendance envers des fournisseurs uniques engendre d'autres risques comme un contrôle moins serré des coûts de production, du calendrier de livraison, de la fiabilité et de la qualité des matériaux. Tout défaut d'obtenir la livraison en temps voulu d'un matériel de qualité acceptable ou toute autre circonstance qui obligerait à rechercher d'autres fournisseurs, est susceptible de diminuer la capacité de livrer les produits aux clients. Bien qu'il soit peu probable de subir une augmentation des coûts, lesquels sont strictement gérés au moyen d'ententes officieuses à long terme avec ses principaux fournisseurs, une telle augmentation pourrait se traduire en pertes si Mitec ne parvenait pas à les récupérer aux termes d'engagements de production à prix fixe auprès de ses clients.

Risque lié à l'exploitation

Les activités qu'exerce la Société sont soumises à des risques liés à l'exploitation, notamment la concurrence d'autres entreprises, le rendement des principaux fournisseurs, les garanties relatives au rendement des produits, les risques liés à la réglementation, l'intégration fructueuse des nouvelles acquisitions, la dépendance envers le personnel clé et la dépendance à l'égard des systèmes d'information, lesquels sont tous des facteurs susceptibles d'entraver la capacité de la Société à respecter ses obligations.

Nouveaux produits et changement technologique

Les marchés pour les produits de la Société sont caractérisés par l'évolution rapide des technologies impliquant l'introduction fréquente de nouveaux produits. Le succès de la Société dépendra dans une large mesure de l'acceptation des nouveaux produits sur les marchés et de la capacité à améliorer les produits existants afin de satisfaire les besoins sans cesse changeants des clients. L'investissement en R&D demeure un élément primordial de l'entreprise, et continuera d'être complété par des technologies externes. Il ne peut y avoir aucune assurance que la Société sera couronnée de succès dans les phases d'identification, de développement, de fabrication et de commercialisation de nouveaux produits. En outre, il ne peut y avoir aucune assurance que les produits ou technologies développées par d'autres ne rendra les produits ou technologies de Mitec non concurrentiels ou obsolètes.

Cadres supérieurs et autres employés clés

Le succès de la Société est en grande partie attribuable au leadership et à l'expérience de son équipe de direction et de certains employés clés. La perte inattendue de ses cadres ou de certains employés clés ou l'incapacité de la Société à recruter ou conserver ces individus dans le futur pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats d'exploitation et sur les succès de la Société. Afin d'atténuer ce risque, la Société évalue et ajuste sa rémunération en fonction des conditions en vigueur dans le marché et a mis en place un programme de rémunération incitative pour ses employés clés.

Rapatriement des liquidités dégagées par une filiale à l'étranger

La Société dégage des liquidités de sa filiale à l'étranger. Le processus concernant le rapatriement de ces liquidités au Canada est assujéti à des lois gouvernementales et peut faire l'objet de restrictions.

Conjoncture économique

Les récents changements dans la situation économique mondiale représentent un risque pour la Société puisqu'ils peuvent diminuer la capacité des clients de la Société à avoir accès à des sources de financement pour leurs investissements en immobilisations pouvant résulter en des délais dans les commandes et augmenter les fluctuations trimestrielles. Cela pourrait également affecter les activités de la Société. À titre d'exemple, la réduction massive des activités de

fabrication suite à des conditions économiques défavorables pourraient entraîner des dépenses significatives reliées au licenciement temporaire ou au congédiement de ses employés. La Société dispose de produits et de technologies qui permettent la réduction des coûts d'opérations en réduisant les coûts reliés à la bande passante pourrait influencer positivement certains clients, aux prises avec des contraintes budgétaires, à continuer d'acheter de l'équipement.

La base de clientèle de la Société est bien répartie mondialement et n'est pas exclusivement dépendante à une région ou à une autre, cette façon de répartir le risque devrait permettre à la Société de prendre avantage lorsque la reprise économique sera perceptible. Le ralentissement dans la disponibilité du crédit au niveau mondial demeure un risque économique. La situation dans le domaine du crédit est fluide et il demeure difficile de prédire les prochains événements. La Société a une facilité de crédit.

Les résultats d'exploitation futurs de la société dépendront considérablement de la capacité de ses dirigeants et employés clés à gérer les conditions changeantes des affaires, à mettre en œuvre son plan stratégique et à améliorer son contrôle opérationnel, financier et ses systèmes de comptabilisation.

Risque de crédit

La Société est exposée aux risques de crédit portant sur sa trésorerie, ses placements à court terme et ses débiteurs. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés ou autres types d'instruments financiers pour atténuer les risques de crédit de sorte que l'exposition maximal au risque auquel s'expose la Société est égal à la valeur comptable ou leur valeur nominale de la valeur des instruments financiers en question. La Société minimise le risque de crédit en s'assurant que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus par des institutions financières de grande réputation.

La Société vend des produits à des clients situés principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue des évaluations de crédit de ses clients sur une base continue et n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont maintenues dans l'éventualité de pertes sur créances. Il est possible que le montant réel des pertes découlant des débiteurs, le cas échéant, ne corresponde pas aux estimations de la direction.

Les débiteurs étrangers des activités canadiennes sont garantis par Exportation et Développement Canada (« EDC »), et les clients de la Société sont dispersés dans différentes régions géographiques. Deux clients représentaient 35 % du chiffre d'affaires de la période terminée le 31 juillet 2010 et 41 % des débiteurs au 31 juillet 2010 (en 2009, un client représentait 10 % du chiffre d'affaires de la période terminée le 31 juillet 2009 et 8 % des débiteurs au 31 juillet 2009). Pour la période terminée le 31 juillet 2010, un client représentait 66 % des ventes dans le secteur Télécommunications (2009 – un client représentait 32 % des ventes dans le secteur Télécommunications) et un client représentait 16 % des ventes dans le secteur Satellites (2009 – N/A).

L'âge des comptes-clients au 31 juillet 2010 se détaillait comme suit :

	2010
	\$
Courant	4 463
31 – 60 jours	595
Plus de 61 jours	770
Débiteurs	5 828
Moins : provision pour créances douteuses	(225)
	5 803

Risque de liquidité

Le risque de liquidités désigne le risque que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La Société s'acquitte présentement de ses obligations financières à même sa trésorerie. L'approche de la Société en matière de gestion des liquidités est de s'assurer qu'elle aura suffisamment de liquidités pour régler ses passifs lorsqu'ils deviendront exigibles, dans des conditions normales aussi bien qu'inhabituelles, sans subir de pertes ou porter atteinte aux flux monétaires courants et budgétés. De plus, le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'opérations et des dépenses en immobilisations ainsi que les transactions importantes en dehors du cours normal des affaires incluant les propositions de fusion et d'acquisition et tout autre investissement ou désinvestissement majeur. Par le passé, la Société a financé ses projets d'expansion et ainsi que ses pertes d'opérations principalement par une opération de placement de titres.

Au 31 juillet 2010, la Société disposait d'un fonds de roulement de 5 228 000 \$ (2009 – 10 841 000 \$). La Société a de la trésorerie et équivalents de trésorerie et un fond de roulement suffisant pour s'acquitter de ses obligations financières. La facilité de crédit est utilisée afin de supporter les besoins en fonds de roulement. Au 31 juillet 2010, 100 000 \$ (200 – néant) ont été utilisés de la facilité de crédit.

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société au 31 juillet 2010 :

	Facilité de Credtit	Créditeurs	Dettes à long terme	Contrats de location- exploitation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Moins d'un an	100	4 067	—	465	4 632
2 – 3 ans	—	—	1 857	450	2 307
4 – 5 ans	—	—	—	4	4
Plus de 5 ans	—	—	—	—	—
	100	4 067	1 857	919	6 943

Risque du taux de change

La Société est une exploitation internationale, et une tranche importante des dépenses encourues sont en dollars américains. Une variation importante du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain pourrait avoir des répercussions importantes sur les résultats, la situation financière ou les flux de trésorerie. La Société utilise quelques contrats de change afin de diminuer son exposition face à un risque de fluctuations des devises étrangères pour laquelle elle n'a pas choisi d'utiliser la comptabilité de couverture. Au 31 juillet 2010, la Société détenait divers contrats de change avec des valeurs nominales comprises entre 100 000 \$ à 200 000 \$, des prix de levée compris entre 0,975 à 1,085 et des dates d'expiration compris entre le 3 septembre 2010 et le 12 novembre 2010 pour une valeur totale de 900 000 \$. Les gains latents se rapportant à ces contrats inclus dans l'état des résultats et du résultat étendu du 31 juillet 2010 étaient de 18 123 \$.

La Société était exposé, au 31 juillet 2010, à un risque de change par le biais de sa trésorerie, ses débiteurs, créditeurs et les charges à payer libellés en dollars américains et en yuan chinois (RMB) et pour lesquels la valeur équivalente en dollars canadiens est comme suit :

	RMB	\$ US
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	300	214
Débiteurs	1 968	2 869
Créditeurs et charges à payer	1 084	1 982

Selon les éléments susmentionnés au 31 juillet 2010, et en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, une augmentation ou une diminution de 10 % de la valeur du dollar canadien en regard du dollar américain et du yuan entraînerait une augmentation / (diminution) du bénéfice net et du résultat étendu de 228 000 \$ / (228 000 \$).

Questions d'ordre environnemental

Les activités de la Société sont soumises aux lois de l'environnement et aux règlements associés aux risques à la santé humaine et à l'environnement. Les changements à ces lois et à règlements pourraient avoir un effet préjudiciable significatif sur les opérations de la Société et la situation financière. La Société contrôle ces risques par les systèmes d'administration de l'environnement et les politiques.

Fluctuation du cours des actions

Le cours des actions ordinaires de la Société, à l'instar de celui des actions de plusieurs entreprises du secteur des télécommunications, est soumis à des fortes fluctuations provoquées par divers facteurs, notamment les résultats d'exploitation réels ou anticipés, les annonces d'innovations technologiques, les annonces de nouveaux produits ou des nouveaux contrats que nous avons conclus ou que des concurrents ou clients ont conclus, l'effet de la réglementation gouvernementale, les développements survenant sur le marché des télécommunications sans fil, ainsi que la conjoncture générale du marché et d'autres facteurs. De plus, les cours et les volumes sur les marchés boursiers ont subi périodiquement d'importantes fluctuations. Ces fluctuations ont eu une incidence particulière sur le cours des actions des sociétés du secteur technologique et n'avaient souvent aucun rapport avec les résultats d'exploitation des entreprises visées. Le cours de des actions ordinaires de la Société s'avère très instable et pourrait le demeurer.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET PRÉSENTATION PERMANENTE DE L'INFORMATION

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 28 septembre 2010. Des informations mises à jour sur Mitec, y compris la notice annuelle, peuvent être consultées sur le site Web de SEDAR à www.sedar.com.

Au 28 septembre 2010, 220 666 756 actions ordinaires et 23 602 279 bons de souscriptions étaient émis et en circulation, ainsi qu'un total de 15 295 000 options d'achat d'actions.



MITEC TELECOM INC.
États financiers consolidés intermédiaires
Pour la période de trois mois terminée le
31 juillet 2010
(non vérifié)

Les états financiers consolidés intermédiaires inclus dans ce rapport n'ont pas fait l'objet d'un examen par les vérificateurs externes de la Société.

MITEC TELECOM INC.
BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(en milliers de dollars canadiens)

	Au	Au
	31 juillet 2010	30 avril 2010
	\$	\$
	Non vérifié	Vérifié
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie	641	1 886
Placements à court terme	181	181
Débiteurs	5 803	5 732
Autres débiteurs	63	288
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	132	380
Stocks (note 4)	5 670	5 447
Charges payées d'avance et autres actifs	455	493
Total de l'actif à court terme	12 945	14 407
Immobilisations corporelles	4 553	4 510
Actifs incorporels	1 676	1 762
Placements	25	25
	19 199	20 704
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Facilité de crédit (note 5)	100	733
Créditeurs et charges à payer	6 349	6 061
Total du passif à court terme	6 449	6 794
Dette à long terme (note 6)	1 268	1 157
Total du passif	7 717	7 951
Capitaux propres		
Actions ordinaires (note 7)	132 142	132 142
Bons de souscription (note 7)	1 152	1 152
Composante capitaux propres des débentures convertibles	778	768
Surplus d'apport	10 835	10 802
Déficit	(132 769)	(131 427)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(656)	(684)
Total des capitaux propres	11 482	12 753
	19 199	20 704

Nature de l'entreprise et incertitude quant à la continuité de l'exploitation (note 1)

Engagements et éventualités (note 8)

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

MITEC TELECOM INC.**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES RÉSULTATS ET DU RÉSULTAT ÉTENDU**

(en milliers de dollars canadiens, à l'exception des données par action et le nombre d'actions)

Non vérifié

Pour les trois mois terminés les

31 juillet

	2010	2009
	\$	\$
Chiffre d'affaires	5 771	6 707
Coût des ventes	4 962	5 672
Bénéfice brut	809	1 035
Charges		
Frais de recherche et développement	714	1 068
Frais de vente et d'administration	1 351	1 416
Charges financières (note 11)	188	154
(Gain) perte de change	(134)	411
Gain à la cession et dépréciation d'immobilisations corporelles	(1)	25
Rémunération à base d'actions	33	59
	2 151	3 143
Perte avant impôts sur les bénéfices	(1 342)	(2 108)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	—	(39)
Perte nette de la période	(1 342)	(2 069)
Variation nette du gain (perte) de conversion non-réalisée des états financiers des filiales étrangères autonomes	28	(344)
Résultat étendu de la période	(1 314)	(2 413)
Perte de base et diluée par action ordinaire en circulation	(0,01)	(0,01)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	222 666 756	220 666 756

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

MITEC TELECOM INC.**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES CAPITAUX PROPRES**

(En milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

Non vérifié

	Actions ordinaires		Bons de souscription		Composante des capitaux propres des débitures convertibles	Surplus d'apport	Déficit	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Capitaux propres
	# (000)	\$	# (000)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Note	7	7	7	7			(A)	(A)	
Solde au									
30 avril 2009	220 666	132 142	37 829	1 925	14	9 836	(119 980)	(280)	23 657
Émises lors de la conversion des débitures convertibles	—	—	—	—	(7)	—	—	—	(7)
Rémunération à base d'actions	—	—	—	—	—	59	—	—	59
Autres éléments du résultat étendu pour la période	—	—	—	—	—	—	—	(344)	(344)
Perte nette pour la période	—	—	—	—	—	—	(2 069)	—	(2 069)
Solde au									
31 juillet 2009	220 666	132 142	37 829	1 925	7	9 895	(122 049)	(624)	21 296
Solde au									
30 avril 2010	220 666	132 142	23 603	1 152	768	10 802	(131 427)	(684)	12 753
Émises lors d'une émission de débitures convertibles	—	—	—	—	10	—	—	—	10
Rémunération à base d'actions	—	—	—	—	—	33	—	—	33
Autres éléments du résultat étendu pour la période	—	—	—	—	—	—	—	28	28
Perte nette pour la période	—	—	—	—	—	—	(1 342)	—	(1 342)
Solde au									
31 juillet 2010	220 666	132 142	23 603	1 152	778	10 835	(132 769)	(656)	11 482

(A): Le total du déficit et du cumul des autres éléments du résultat étendu est de 133 425 \$ (2009 - 122 673 \$). Le cumul des autres éléments du résultat étendu est composé exclusivement des gains ou pertes de conversion non réalisés des états financiers des filiales étrangères autonomes.

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

MITEC TELECOM INC.
ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES
(en milliers de dollars canadiens)
Non vérifié

	Pour les trois mois terminés les	
	2010	31 juillet 2009
	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Perte nette pour la période	(1 342)	(2 069)
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	278	468
Gain à la cession et dépréciation d'immobilisations corporelles	(1)	25
Rémunération à base d'actions	33	59
Charge de désactualisation du passif à long terme	121	111
Recouvrement d'impôts	—	(39)
	(911)	(1 445)
Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation (note 7)	579	677
Flux de trésorerie d'exploitation	(332)	(768)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(304)	(364)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	37	
Acquisition d'actifs incorporels	(8)	
Acquisition de placements à court terme	(181)	—
Vente de placements à court terme	181	—
Flux de trésorerie d'investissement	(275)	(364)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la facilité de crédit	(633)	—
Flux de trésorerie de financement	(633)	—
Perte de change sur la trésorerie libellée en monnaie étrangère	(5)	(9)
Diminution nette de la trésorerie	(1 245)	(1 141)
Trésorerie au début de la période	1 886	4 485
Trésorerie à la fin de la période	641	3 344

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

1. NATURE DE L'ENTREPRISE ET INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Mitec Telecom Inc. (« Mitec » ou la « Société »), qui est un fournisseur de matériel de communication basé sur les connaissances exerçant ses activités sur les marchés mondiaux des communications sans fil et des télécommunications par satellite, a été constituée en vertu de *la Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de l'entité, c'est-à-dire sur l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités. Au cours des neuf derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les moyens de financement qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. La Société a un déficit cumulé de 132 769 000 \$ au 31 juillet 2010. Au cours des derniers exercices, la Société a financé son d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à atteindre un niveau satisfaisant de chiffre d'affaires, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables, de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états consolidés intermédiaires.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. Approcher des prêteurs et des investisseurs potentiels pour réaliser un financement additionnel par voie de dette et/ou de capital actions;
2. Explorer, sous la guidance du comité fusions et acquisitions (composé de membres de la direction, d'administrateurs et de conseillers de la Société), diverses possibilités reliées à la vente de secteurs d'activités identifiés, la vente de certains actifs ou l'acquisition d'actifs ou de secteurs d'activités complémentaires ou comportant des synergies;
3. Analyser les diverses possibilités afin de rationaliser ses secteurs d'activités des télécommunications et des communications par satellite et concentrer ses efforts auprès de créneaux de marchés choisis avec comme objectif d'assurer que la Société pourra générer une profitabilité continue à long terme.

La direction croit qu'en réussissant à sécuriser un financement additionnel et / ou à réaligner ses activités des télécommunications et des communications par satellite, et que, grâce au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement dans un avenir prévisible. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus (« PGCR ») du Canada pour des états financiers intermédiaires et de façon cohérente avec les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 30 avril 2010. Certains chiffres correspondants du trimestre antérieur ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle du trimestre considéré. Les présents états financiers ne comprennent pas toute l'information requise par les principes comptables généralement reconnus qui s'appliquent aux états financiers annuels. Cependant, ces états financiers consolidés intermédiaires doivent donc être lus de concert avec les plus récents états financiers consolidés annuels vérifiés de la Société et les notes y afférentes. Pour une description complète des conventions comptables, veuillez consulter ces états financiers.

Les événements postérieurs à la date du bilan ont été évalués jusqu'au 29 septembre 2010, date à laquelle ces états financiers consolidés intermédiaires ont été déposés par voie électronique sur le site Web du Système électronique de données, d'analyse et de recherche des Autorités canadiennes des valeurs mobilières (« SEDAR »).

3. NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Regroupements d'entreprises

Le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », remplace le chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises ». Il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et constitue l'équivalent canadien de la norme IFRS 3 (révisée), Regroupements d'entreprises. Le chapitre s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice devant être ouvert à compter du 1er janvier 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

Consolidation des états financiers

Le chapitre 1601, « États financiers consolidés » et le chapitre 1602, « Participations ne donnant pas le contrôle » remplacent le chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 établit des normes de présentation des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes sont équivalentes aux dispositions correspondantes de la norme IAS 27 (révisée), « États financiers consolidés et individuels ». Les chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Leur adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouveaux chapitres sur les états financiers consolidés.

Normes internationales d'information financière

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR du Canada tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement harmonisés avec les IFRS, telles qu'elles sont publiées par le Conseil des normes comptables internationales. La date de basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels liés aux exercices débutant le 1er janvier 2011 ou après cette date. Par conséquent, la Société sera tenue de se conformer aux IFRS pour ses états financiers annuels du 30 avril 2012 débutant avec ses états financiers intermédiaires du premier trimestre se terminant le 31 juillet 2011.

Modifications comptables

En juin 2009, l'ICCA a publié des modifications au chapitre 1506 du Manuel, Modifications comptables. Le chapitre 1506 a été modifié afin d'exclure de son champ d'application les changements de conventions comptables lors du remplacement complet du référentiel comptable de l'entité. Ces modifications s'appliquent aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009. L'adoption des normes IFRS ne devrait pas être considérée comme une modification comptable en vertu du chapitre 1506.

CPN-175 - Accords de prestations multiples générateurs de produits

En décembre 2009, l'ICCA a publié le CPN-175, Accords de prestations multiples générateurs de produits, qui remplace le CPN-142, Accords de prestations multiples générateurs de produits. Cet abrégé a été modifié afin de : (1) fournir des directives mises à jour permettant de déterminer s'il y a présence de prestations multiples, si les prestations devraient être séparée et la contrepartie attribuée; (2) exiger, dans le cas où un fournisseur ne dispose pas d'une preuve objective émanant du fournisseur (ci-après appelée preuve interne) ou d'une preuve émanant d'un tiers (ci-après appelée preuve externe), que l'entité attribue le produit d'un accord en se fondant sur sa meilleure estimation de la méthode du prix de vente relatif; (3) éliminer l'utilisation de la méthode du montant résiduel et exiger d'une entité d'allouer ses revenus en utilisant la méthode du prix de vente relatif; et (4) exiger d'étendre les informations qualitatives et quantitatives à fournir à l'égard des jugements importants faits dans le cadre de l'application de cette directive. Les modifications comptables présentées dans le CPN-175 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. L'adoption anticipée est permise. L'adoption peut être faite de manière prospective ou par application rétrospective. Si l'on opte pour l'adoption anticipée de l'abrégé, au cours d'une période autre que la première période de l'exercice, les dispositions de l'abrégé devraient être appliquées rétroactivement à compter du début de l'exercice de la Société. À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence future de ces modifications sur ses états financiers et elle n'a pas encore décidé d'un échéancier et d'une méthode d'adoption.

4. STOCKS

	Au 31 juillet 2010	Au 31 juillet 2009
		\$
Matières premières et composantes acquises	3 752	4 723
Produits en cours	1 493	1 978
Produits finis	426	701
	5 670	7 402

Le montant des stocks compris dans le coût des ventes s'élève à 3 448 000 \$ (2009 – 3 560 000 \$).

5. FACILITÉ DE CRÉDIT

La facilité de crédit permet un montant d'emprunt maximal total égal au moindre des montants suivants :

- i) 2,5 millions \$
- ii) 85% des créances admissibles.

Au 31 juillet 2010, la capacité d'emprunt de la Société était de 1 320 000 \$ sur laquelle 100 000 \$ avait été utilisée. La facilité de crédit porte intérêt au taux préférentiel applicable de l'institution financière majoré de 2,5%. Le taux effectif d'intérêt pour la période terminée le 31 juillet 2010 était de 6,5%.

La facilité de crédit est garantie par une hypothèque mobilière d'un montant de 3,25 millions \$ sur les actifs de la Société ayant le premier rang sur les débiteurs (d'une valeur comptable de 3 481 000 \$ au 31 juillet 2010) et les stocks (d'une valeur comptable de 3 946 000 \$ au 31 juillet 2010) et un rang inférieur sur tous les autres actifs. La facilité de crédit a une date d'expiration d'un an avec une période de renouvellement automatique d'un an à chaque année.

6. DETTE À LONG TERME

	Au 31 juillet 2010	Au 31 juillet 2009
		\$
a) Débentures convertibles, portant intérêt à 10% et remboursées en octobre 2009	—	1 316
b) Débentures convertibles, portant intérêt à 12 % et venant à échéance en octobre 2011	1 268	—
	1 268	1 316
Moins : tranche échéant à moins d'un an	—	1 316
	1 268	—

Au 31 juillet 2010, la valeur nominale des débentures convertibles s'établissait à 1 857 000 \$ (2009 – 1 400 000 \$).

7. CAPITAL ACTIONS

Autorisé

Nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries et dont les conditions sont déterminées par le conseil d'administration.

Nombre illimité d'actions ordinaires.

Actions ordinaires émises et en circulation

Le capital-actions émis et en circulation est présenté dans les états consolidés intermédiaires des capitaux propres.

Bons de souscription

Le nombre de bons de souscription en circulation s'établit comme suit :

Prix d'exercice	Date d'expiration	Au 31 juillet 2010	Date d'expiration	Au 31 juillet 2009
		# (000)		# (000)
0,10	30 octobre 2010	4 651	30 octobre 2009	4 651
0,18	—	—	17 octobre 2009	13 888
0,22	30 octobre 2010	18 952	30 octobre 2009	19 290
		23 603		37 829

La Société peut forcer l'exercice de 18 952 279 de bons de souscription venant à échéance le 30 octobre 2010 si le cours de clôture de ses actions ordinaires est égal ou supérieur à 0,35 \$ sur une période de 20 jours de négociations consécutifs en Bourse. Le montant du produit brut additionnel s'élèverait à 4,2 millions de dollars.

Résultat par action

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires s'établit comme suit :

	2010	Au 31 juillet 2009
	#	#
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	220 666 756	220 666 756
Incidence des options sur actions et bons de souscription dilutifs, montant net	—	985 669
Nombre dilué moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	220 666 756	221 652 425

Pour les périodes terminées les 31 juillet 2010 et 2009, l'effet sur la perte par action ordinaire des options sur actions et des bons de souscription potentiellement exerçables a été antidilutif; la perte de base et la perte diluée par action sont donc égales.

Rémunération à base d'actions

La Société utilise la méthode basée sur le modèle d'évaluation de Black et Scholes afin de comptabiliser la charge de rémunération à base d'actions. La juste valeur des options attribuées durant chacune des périodes a été estimée selon le modèle d'évaluation de Black Scholes en fonction de la moyenne pondérée des hypothèses suivantes :

	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Volatilité	—%	105%
Taux d'intérêt sans risque	—%	2,7%
Taux de rendement	—%	0%
Durée de vie, en années	—	5
Juste valeur moyenne pondérée à la date de l'attribution	— \$	0,07 \$

Les changements apportés au nombre d'options sur actions en circulation attribuées par la Société et à leur prix d'exercice moyen pondéré sont comme suit :

		Au 31 juillet 2010		Au 31 juillet 2009
		\$		\$
Solde au début de la période	15 308 750	0,18	14 818 050	0,19
Attribuées	—	—	500 000	0,07
Échues	(13 750)	0,79	—	—
Solde à la fin de la période	15 295 000	0,18	15 318 050	0,19
Options exerçables à la fin de la période	13 605 300	0,19	11 055 000	0,21

8. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

- a) La Société et ses filiales se sont engagées en vertu de contrats de location-exploitation à louer des propriétés et du matériel. Les paiements minimums annuels futurs en vertu des contrats de location s'établissent comme suit :

	Au 31 juillet 2010
	\$
2011	382
2012	312
2013	216
2014	9
	919

- b) La Société fait face, le cas échéant, à des réclamations et des poursuites dans le cours normal de ses activités et a enregistré une provision dans certaines circonstances. La direction est d'avis qu'une décision finale au sujet de ces poursuites ne peut être prise pour l'instant, mais que celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

9. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liées aux activités poursuivies se présentent comme suit :

	Pour les trois mois terminés les	
	2010	31 juillet 2009
	\$	\$
Comptes clients et autres débiteurs	226	(730)
Stocks	(223)	686
Charges payées d'avance et autres charges	39	(306)
Impôts sur les bénéfices à recevoir	249	(30)
Créditeurs et charges à payer	288	1 057
	579	677
Intérêts payés	68	4
L'amortissement des immobilisations corporelles a été comptabilisé comme suit :		
Coût des ventes	144	214
Frais de recherche et développement	28	5
Frais de vente et d'administration	17	29
	189	248
L'amortissement des actifs incorporels a été comptabilisé comme suit :		
Coût des ventes	2	2
Frais de recherche et développement	3	4
Frais de vente et d'administration	84	216
	89	248

10. INFORMATIONS SECTORIELLES

a) Informations sectorielles utilisées par la direction

Mitec organise son entreprise en deux secteurs d'activité principaux afin de prendre des décisions de gestion et d'évaluer le rendement. Ces secteurs d'activités sont les télécommunications (« Télécommunications »), et les communications par satellites et terrestres (« Satellites »). La Société exerce actuellement ses activités au Canada, en Chine et aux États-Unis.

Le secteur Télécommunications touche à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les marchés du sans-fil et des services cellulaires. Le secteur Satellites participe à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les satellites et les microstations terriennes.

La direction calcule le rendement de chaque secteur en fonction du bénéfice brut, puisque les autres charges ne peuvent être attribuées à chaque secteur individuel. De plus, les secteurs se partagent certains stocks et immobilisations.

Les informations pour chaque secteur pour les trois mois terminés les 31 juillet se résument comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Montants consolidés	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	2 511	2 188	3 260	4 519	5 771	6 707
Coût des produits vendus	2 205	2 050	2 757	3 622	4 962	5 672
Bénéfice brut	306	138	503	897	809	1 035
Charges					2 105	3 143
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices					—	(39)
Perte nette de la période					(1 342)	(2 069)

La ventilation des actifs pour chaque secteur est la suivante :

	Au 31 juillet 2010			Au 31 juillet 2009		
	Télécommunications	Satellites	Total	Télécommunications	Satellites	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs à court terme	4 580	7 531	12 112	5 953	10 164	16 116
Actifs à long terme	1 967	4 416	6 383	2 275	8 080	10 355
	6 548	11 947	18 495	8 228	18 224	26 471
Autres			705			2 647
Total			19 199			29 118

b) Informations sur la Société

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la région de production géographique :

	Pour les trois mois terminés les 31 juillet	
	2010	2009
	\$	\$
Canada	4 010	4 814
États-Unis	255	161
Asie	1 816	1 926
Inter-pays	(310)	(194)
	5 771	6 707

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la destination du produit :

	Pour les trois mois terminés les 31 juillet	
	2010	2009
	\$	\$
Canada	205	461
États-Unis	1 865	2 910
Europe	1 417	1 232
Asie	1 050	632
Autres	1 234	1 472
	5 771	6 707

11. CHARGES FINANCIÈRES

	Pour les trois mois terminés les	
	2010	31 juillet 2009
	\$	\$
Intérêts sur les débetures convertibles	56	35
Charge de désactualisation du passif à long terme	121	111
Frais bancaires et autres frais	19	12
Revenus d'intérêts	(7)	(4)
	188	154

12. GESTION DU CAPITAL

La Société regroupe les composantes des capitaux propres et de sa dette à long-terme dans la définition du capital. La Société gère sa structure de capital afin d'assurer la continuité de l'exploitation et afin d'avoir la souplesse financière permettant d'assurer sa croissance organique, financer certaines acquisitions choisies et y apporte des ajustements en fonction des variations de la conjoncture économique. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions ou de nouveaux titres de créance, ou contracter de nouveaux crédits-bails.

Historiquement, la Société n'a pas versé de dividendes à ses actionnaires.

Le capital de la Société se compose de la dette à long terme et des capitaux propres qui comprennent le capital-actions et n'a pas d'exigences externes. La Société n'a pas modifié sa politique de gestion du capital durant la période.

	Au 31 juillet	
	2010	2009
	\$	\$
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	1 268	1 316
Capitaux propres	11 482	21 296
	12 750	22 612

13. INSTRUMENTS FINANCIERS

Le classement des instruments financiers en date du 31 juillet 2010 et du 31 juillet 2009 ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur respectives se présentent comme suit:

	Au 31 juillet	
	2010	2009
	\$	\$
Détenu à des fins de transaction (à la juste valeur)		
Trésorerie	641	3 344
Disponible à la vente (à la juste valeur)		
Placements à court terme	181	181
Placements dans une société privée	N/A	N/A
Prêts et créances et autres passifs financiers (coût après amortissement)		
Débiteurs	5 803	5 758
Facilités de crédit	100	—
Créditeurs	4 067	4 232
Dette à long-terme incluant les débetures convertibles	1 268	1 316

14. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée à certains risques d'ordre financier, notamment les risques liés au crédit, aux liquidités, aux taux de change et taux d'intérêt. Il n'y a eu aucun changement dans l'exposition au risque et dans ses objectifs, politiques et procédures de gestion par rapport à l'exercice précédent.

Facteur de risques

Le programme de gestion des risques de la Société cherche à minimiser les effets potentiellement négatifs de ces risques sur la performance financière de la Société et ultimement la valeur pour ses actionnaires. La Société gère ses risques et son exposition aux risques par une combinaison de pratiques commerciales loyales, des instruments dérivés, un système de contrôles internes et un système de contrôles sur les informations à fournir.

Risque de crédit

La Société est exposée aux risques de crédit portant sur sa trésorerie, ses placements à court terme, ses débiteurs et sur ses autres débiteurs. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés ou autres types d'instruments financiers pour atténuer les risques de crédit de sorte que l'exposition maximal au risque auquel s'expose la Société est égal à la valeur comptable ou leur valeur nominale de la valeur des instruments financiers en question. La Société minimise le risque de crédit en s'assurant que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus par des institutions financières de grande réputation.

La Société vend des produits à des clients situés principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue des évaluations de crédit de ses clients sur une base continue et n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont maintenues dans l'éventualité de pertes sur créances. Il est possible que le montant réel des pertes découlant des débiteurs, le cas échéant, ne corresponde pas aux estimations de la direction.

Les débiteurs étrangers des activités canadiennes sont garantis par Exportation et Développement Canada (« EDC »), et les clients de la Société sont dispersés dans différentes régions géographiques. Deux clients représentaient 35 % du chiffre d'affaires de la période terminée le 31 juillet 2010 et 41 % des débiteurs au 31 juillet 2010 (en 2009, un client représentait 10 % du chiffre d'affaires de la période terminée le 31 juillet 2009 et 8 % des débiteurs au 31 juillet 2009). Pour la période terminée le 31 juillet 2010, un client représentait 66 % des ventes dans le secteur Télécommunications (2009 – un client représentait 32 % des ventes dans le secteur Télécommunications) et un client représentait 16 % des ventes dans le secteur Satellites (2009 – N/A).

L'âge des comptes-clients se détaillait comme suit :

	2010	Au 31 juillet 2009
	\$	\$
Courant	4 463	5 012
31 – 60 jours	595	226
Plus de 61 jours	770	745
Débiteurs	5 828	5 983
Moins : provision pour créances douteuses	(225)	(225)
	5 803	5 758

Risque de liquidité

Le risque de liquidités désigne le risque que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La Société s'acquitte présentement de ses obligations financières à même sa trésorerie. L'approche de la Société en matière de gestion des liquidités est de s'assurer qu'elle aura suffisamment de liquidités pour régler ses passifs lorsqu'ils deviendront exigibles, dans des conditions normales aussi bien qu'inhabituelles, sans subir de pertes ou porter atteinte aux flux monétaires courants et budgétés. De plus, le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'opérations et des dépenses en immobilisations ainsi que les transactions importantes en dehors du cours normal des affaires incluant les propositions de fusion et d'acquisition et tout autre investissement ou désinvestissement majeur. Par le passé, la Société a financé ses projets

d'expansion et ainsi que ses pertes d'opérations principalement par une opération de placement de titres.

Au 31 juillet 2010, la Société disposait d'un fonds de roulement de 5 228 000 \$ (2009 -10 841 000 \$). La Société a de la trésorerie et équivalents de trésorerie et un fond de roulement suffisant pour s'acquitter de ses obligations financières. La facilité de crédit, tel que décrite à la note 5, est utilisée afin de supporter les besoins en fonds de roulement. Au 31 juillet 2010, 100 000 \$ (200 – néant) ont été utilisés de la facilité de crédit.

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société :

Date d'échéance	Facilité de crédit	Créditeurs	Dette à long terme	Au 31 juillet 2010	
				Contrats de location-exploitation	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Moins d'un an	100	4 067	—	465	4,632
2 – 3 ans	—	—	1 857	450	2,307
4 – 5 ans	—	—	—	4	4
Plus de 5 ans	—	—	—	—	—
	100	4 067	1 857	919	6,943

Risque du taux de change

La Société est une exploitation internationale, et une tranche importante des dépenses encourues sont en dollars américains. Une variation importante du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain pourrait avoir des répercussions importantes sur les résultats, la situation financière ou les flux de trésorerie. La Société utilise quelques contrats de change afin de diminuer son exposition face à un risque de fluctuations des devises étrangères pour laquelle elle n'a pas choisi d'utiliser la comptabilité de couverture. Au 31 juillet 2010, la Société détenait divers contrats de change avec des valeurs nominales comprises entre 100 000 \$ à 200 000 \$, des prix de levée compris entre 0,975 à 1,085 et des dates d'expiration compris entre le 3 septembre 2010 et le 12 novembre 2010 pour une valeur totale de 900 000 \$. Les gains latents se rapportant à ces contrats inclus dans l'état des résultats et du résultat étendu du 31 juillet 2010 étaient de 18 123 \$.

La Société était exposé à un risque de change par le biais de sa trésorerie, ses débiteurs, créditeurs et les charges à payer libellés en dollars américains et en yuan chinois (RMB) et pour lesquels la valeur équivalente en dollars canadiens est comme suit :

	Au 31 juillet 2010	
	RMB	\$ US
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	300	214
Débiteurs	1 968	2 869
Créditeurs et charges à payer	1 084	1 982

Selon les éléments susmentionnés au 31 juillet 2010, et en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, une augmentation ou une diminution de 10 % de la valeur du dollar canadien en regard du dollar américain et du yuan entraînerait une augmentation / (diminution) du bénéfice net et du résultat étendu de 228 000 \$ / (228 000 \$).

Risque du taux d'intérêt

La principale source de risque de fluctuation des taux d'intérêts auquel la Société est exposée est le risque d'intérêt associé à la détermination de la juste valeur de ses obligations. Toutefois, une variation des taux d'intérêts n'aurait pas d'incidence sur les résultats ou sur les capitaux propres de la Société.